

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

#### REHABILITATION DE CINQ POSTES DE REFOULEMENT SUR LES COMMUNES DE BRUGES, BOURDETTES ET LESTELLE-BETHARRAM

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Lundi 8 septembre 2025 à 12.00**

**Attention, une visite est recommandée  
Voir l'article 6.2 du présent document**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DU PAYS DE NAY  
250 Rue Monplaisir  
64800 BENEJACQ**

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat .....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	3
1.5 - Nomenclature .....	3
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Délai de validité des offres .....	4
2.2 - Forme juridique du groupement .....	4
2.3 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives .....	4
3 - Les intervenants .....	4
3.1 - Maîtrise d’ouvrage .....	4
3.2 - Maîtrise d'œuvre et Conduite d'opération .....	4
3.3 - Contrôle technique .....	4
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	5
4 - Conditions relatives au contrat .....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
5 - Contenu du dossier de consultation .....	5
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
6.1 - Documents à produire .....	7
6.2 – Visites sur site .....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	8
7.1 - Transmission électronique .....	8
7.2 - Transmission sous support papier .....	10
7.3 - Signature des offres au moment du dépôt .....	10
8 - Examen des candidatures et des offres .....	11
8.1 - Sélection des candidatures .....	11
8.2 - Attribution des marchés .....	11
8.3 - Négociations .....	12
9 - Renseignements complémentaires .....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	13
9.2 - Procédures de recours .....	13

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

REHABILITATION DE CINQ POSTES DE REFOULEMENT SUR LES COMMUNES DE BRUGES, BOURDETTES ET LESTELLE-BETHARRAM

L'opération consiste à réaliser des travaux de réhabilitation d'un poste de refoulement sur la commune de BRUGES, des travaux de réhabilitation d'un poste de refoulement sur la commune de BOURDETTES et des travaux de réhabilitation de 3 anciens postes de refoulement sur la commune de LESTELLE-BETHARRAM et à créer 3 conduites de refoulement associées à ces postes réhabilités et une partie de réseau gravitaire.

Lieu(x) d'exécution : Communes de BRUGES, BOURDETTES et LESTELLE-BETHARRAM (64800).

Ce marché fait suite à la déclaration sans suite en date du 29 novembre 2023 de la précédente consultation pour des motifs d'intérêt général lié à des considérations économiques et budgétaires.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont divisées en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
1	Postes de refoulement
2	Conduites de refoulement

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code Principal	Description
45232410-9	Travaux d'assainissement

Lot(s)	Code	Description
1	45232423-3	Travaux de construction de stations de pompage des eaux usées

2	45231112-3	Installation de réseau de conduites
---	------------	-------------------------------------

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.2 - Forme juridique du groupement**

L'entité adjudicatrice ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'entité adjudicatrice. Cette forme de groupement garantit la bonne exécution des travaux objet du présent accord-cadre. Elle permet une meilleure répartition et identification des prestations relevant de chaque cotraitant, tout en assurant une responsabilisation accrue du mandataire envers l'entité adjudicatrice quant à la réalisation des travaux par les cotraitants.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

### **2.3 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives**

Aucune variante n'est autorisée et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

## **3 - Les intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage de l'opération est :

**Communauté des Communes du Pays de Nay**  
Service Eau et Assainissement  
250 Rue Monplaisir  
64800 BENEJACQ

Projet suivi par : Monsieur Christophe GARCIA, Chef du service « Eau et Assainissement ». Assisté de monsieur Maxime CAZAJOUS, Chef exploitation assainissement t.

### **3.2 - Maîtrise d'œuvre et Conduite d'opération**

La maîtrise d'œuvre et la conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### **3.3 - Contrôle technique**

Aucun contrôleur technique n'est prévu pour cette opération.

### **3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

**DEKRA INDUSTRIAL**  
Centre d'Affaires du LESCOURRE  
5 Rue SATAO  
64230 LESCAR

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Fonds propres de la Communauté de Communes et projet éligible aux subventions de l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC), commun à tous les lots ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, commun à tous les lots ;
- Les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire, propre à chaque lot ;
- Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGSCSPS) ;
- Le rapport de repérage amiante et HAP dans les enrobés ;
- Les annexes graphiques ;
- Le formulaire DC1 et sa notice ;
- Le formulaire DC2 et sa notice ;
- Le formulaire DC4 et sa notice.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <http://demat-ampa.fr>

Le candidat est invité à s'enregistrer sur la plateforme d'administration électronique des Pyrénées-Atlantiques (<https://eadministration.lafibre64.fr/>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation

(Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alerte sur les consultations.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

**Attention,** lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé au candidat de renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et l'adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions, report de délais, complément candidature, négociations.

En cas de retrait anonyme sur la plateforme de dématérialisation, le candidat est averti qu'il n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment à la publication des questions/réponses ou encore aux modifications / précisions du dossier de consultation des entreprises avant la date limite de remise des offres. Ces correspondances sont adressées uniquement aux candidats identifiés.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique ou sur support papier n'est autorisée.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 11 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'entité adjudicatrice des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **6 - Présentation des candidatures et des offres**

L'entité adjudicatrice applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

#### **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :**

##### 1. Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur attestant n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique.	Non

##### 2. Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

##### 3. Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

**Conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) rédigé en langue française. Les candidats ne sont cependant pas autorisés à se limiter d'indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'autres informations particulières sur celles-ci.**

**L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Pièces de l'offre, pour chacun des lots :**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) fournie par la Communauté de Communes, à accepter sans modification autres que celles acceptées par la Communauté de Communes et entièrement complétée. <b>Merci de remettre ce document en fichier Excel (avec possibilité d'une copie en format PDF).</b>	Non
Le mémoire technique du candidat reprenant les points listés à l'article 8.2 du présent document.	Non
Les fiches « produits ou techniques » des principaux matériaux et produits utilisés sur les chantiers et éventuellement, les références des fournisseurs correspondants	Non

**Les autres pièces du marché ne sont pas à remettre dans l'offre mais demeurent contractuelles. Le candidat s'engage à respecter les documents contractuels.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **6.2 – Visites sur site**

Une visite sur site, non obligatoire, est cependant préconisée. Les conditions de visites sont les suivantes :

Merci de contacter Mr Maxime CAZAJOUS au 06 11 23 43 19 ou de contacter le standard du service eau / assainissement de la Communauté de Communes au 05 59 61 11 82.

## **7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **7.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante : <http://demat-ampa.fr>



En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DU PAYS DE NAY  
Service Commande Publique  
250 Rue Monplaisir  
64800 BENEJACQ

Horaires d'ouverture au public :  
Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

Traitement de texte (.doc, .rtf), Tableur (.xls), Diaporama (.ppt), Format Acrobat (.PDF), Images (.JPG, .GIF, .png), dossiers compressés (.zip), les pièces contenues dans le fichier compressé doivent être signées individuellement), Autocad lecture seule. Les fichiers déposés ne doivent pas contenir de macros ou de virus. Les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, au maximum 100 caractères, ne pas être accentués, et ne pas contenir de caractères spéciaux.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Toute offre papier sera considérée comme irrégulière et non susceptible de régularisation.

## **7.3 - Signature des offres au moment du dépôt**

La signature électronique de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue, sera tenu de la signer et de l'accompagner des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat à hauteur du montant du marché.

Cette personne est :

- Soit le représentant légal du candidat (Président, gérant, ...)
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisé.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur le fait que, si le signataire des documents produits n'est pas le représentant légal du candidat, les documents attestant l'habilitation du signataire, établis par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisés, doivent impérativement être joints dans le pli du candidat. En outre, le bénéficiaire de la délégation de pouvoir ou de signature doit être habilité à signer pour le montant de l'offre pour laquelle il s'engage.

Afin d'éviter tout retard dans la notification ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer électroniquement leur offre avant de la déposer. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer

ultérieurement le marché qui leur sera attribué. Tout défaut de signature, retard, ou réticence du candidat retenu l'expose à une action en responsabilité.

## **8 - Examen des candidatures et des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

### **8.1 - Sélection des candidatures**

**Conformément aux dispositions de l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que l'analyse des candidatures aura lieu au plus tard avant l'attribution du marché public.**

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai fixé dans la demande de complément.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **8.2 - Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Pour l'ensemble des lots, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	40.0

Le prix sera noté sur 60 points et apprécié au regard du montant total indiqué à l'Acte d'Engagement.

Les offres anormalement basses, après vérification seront écartées par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la moins disante se verra attribuer la note maximale soit 60 points.

Les autres candidats seront notés par rapport à l'écart entre leur offre de prix et l'offre la moins disante, soit :  $\text{Note prix} = 60 \times (\text{offre du moins disant} / \text{offre du candidat})$ .

En cas de discordance entre le montant porté à l'Acte d'Engagement et celui porté à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), le montant porté à l'Acte d'Engagement prévaudra et sera pris en compte pour l'analyse des offres.

Ainsi, si des erreurs purement matérielles (addition, multiplication ou report) sont constatées dans la DPGF d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement des offres.

Le candidat sera invité à rectifier sa DPGF pour la mettre en cohérence avec son prix forfaitaire figurant à l'Acte d'Engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La valeur technique sera appréciée sur 40 points au regard des éléments présents dans le cadre de réponse ou dans le mémoire technique, et notée comme suit :

- Qualité de la méthodologie de chantier : différentes étapes des chantiers de la phase de préparation à la phase d'exécution, temps consacré à chaque étape dans le respect des délais indiqués au CCAP (planning à joindre), organisation mise en place par les candidats pour réaliser les chantiers (schémas de principe et détails de mise en œuvre des procédés, moyens d'exécution envisagés, moyens matériels), pour 20 points
- Qualité de l'équipe mise en place pour la réalisation des travaux : désignation de chaque intervenant sur les chantiers (études et exécution) et description détaillée de leurs expériences et de leurs qualifications/ formations (possibilité de joindre des CV détaillant les éléments ci-dessus), pour 10 points
- Qualité de la note sur la propreté, la sécurité, la gestion des déchets et l'hygiène des chantiers, pour 10 points

### **8.3 - Négociations**

La consultation fera l'objet d'une négociation écrite avec tous les candidats dans le respect des principes d'égalité et traitement des candidats et de transparence des procédures. Toutefois, l'entité adjudicatrice s'accorde la liberté de renoncer à la négociation en cours de consultation.

Dans le cadre d'une négociation, les demandes de l'entité adjudicatrice porteront soit sur les aspects spécifiques du dossier de chaque candidat, soit sur une optimisation générale de sa proposition, le candidat disposant alors de la faculté de faire évoluer son offre sur ces aspects s'il le souhaite.

Il est précisé que l'entité adjudicatrice accepte les adaptations financières des propositions (à la hausse ou à la baisse) sous réserve que ces adaptations soient en lien avec les négociations.

L'entité adjudicatrice souhaite que les candidats formulent leur meilleure proposition financière dès la remise de leur offre initiale.

### **8.4 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents sera fixé dans la demande de pièces.

Dans le cas où le candidat retenu n'aurait pas signé, lors du dépôt de son offre, son acte d'engagement, celui-ci lui sera renvoyé pour signature. A réception de l'acte signé, l'entité

adjudicatrice apposera son visa pour conclusion du marché. Le marché public sera ensuite notifié au candidat.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <http://demat-ampa.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

En cas de difficulté d'utilisation de la plateforme de dématérialisation des marchés publics, un service d'assistance en ligne est disponible sur le site <http://demat-ampa.fr> via la languette à droite de votre écran (pictogramme BLEU).

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Pau  
50 cours Lyautey  
64010 PAU CEDEX  
Tél : 05 59 84 94 40  
Télécopie : 05 59 02 49 93  
Courriel : [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Pau  
Villa Noullobos  
50 cours Lyautey  
64010 PAU CEDEX  
Tél : 05 59 84 94 40  
Télécopie : 05 59 02 49 93  
Courriel : [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends Relatifs aux  
Marchés Publics de BORDEAUX  
DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C  
Immeuble Le Pôle  
11, avenue Pierre Mendès France  
33700 MERIGNAC  
Tél : 05 55 12 20 47  
Courriel : [dreets-na.polec@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-na.polec@dreets.gouv.fr)